



# FACILITÉ EUROPÉENNE POUR LA PAIX

En cette période de concurrence stratégique et de menaces complexes pour la sécurité, la facilité européenne pour la paix (FEP) accroît la capacité de l'UE à assurer la sécurité de ses citoyens et de ses partenaires. Elle permet à l'UE de fournir tous les types d'équipements et d'infrastructures aux forces armées de ses partenaires, dans le respect du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

## Investir dans la paix et la sécurité

La FEP **optimise l'incidence, l'efficacité et la durabilité** de l'ensemble des actions extérieures menées par l'UE dans le domaine de la paix et de la sécurité:



**fourniture d'équipements et d'infrastructures**



**soutien rapide aux partenaires de l'UE**



**respect des droits de l'homme**

**17 MILLIARDS  
D'EUR  
(2021-2027)**

La FEP **est un fonds de 17 milliards d'euros, y compris un fond d'assistance à l'Ukraine de 5 milliards d'euros**. Il est financé en dehors du budget de l'UE pour une période de sept ans (2021-2027) et doté d'un **mécanisme unique** pour financer toutes les actions relevant de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) dans le domaine militaire et de la défense.

## SOUTENIR LA SÉCURITÉ ET LA DÉFENSE À L'ÉCHELLE MONDIALE

Avec la FEP, l'UE:



**finance les coûts communs des missions et opérations militaires menées dans le cadre de la PSDC;**



**soutient les opérations de soutien de la paix** menées par des organisations internationales et régionales, ainsi que par des pays partenaires dans le monde entier;



**renforce les capacités d'États tiers et d'organisations régionales et internationales** dans le domaine militaire et de la défense.

## CONTRÔLE ET RESPECT DES EXIGENCES

La FEP comprend des mesures visant à:

**garantir une évaluation adéquate des risques**, ainsi que des mesures d'atténuation, dans le respect du droit international relatif aux droits de l'homme, du droit international humanitaire et de la législation de l'UE en matière d'exportations d'armes;

**contrôler le respect du droit international** et des engagements pris par le bénéficiaire;

**permettre à la société civile** de signaler les violations du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

L'assistance au titre de la FEP peut être suspendue ou interrompue à tout moment par le Conseil en cas d'infraction et/ou d'abus.



## MESURES D'ASSISTANCE ADOPTÉES EN EUROPE ORIENTALE ET DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

### VOISINAGE ORIENTAL

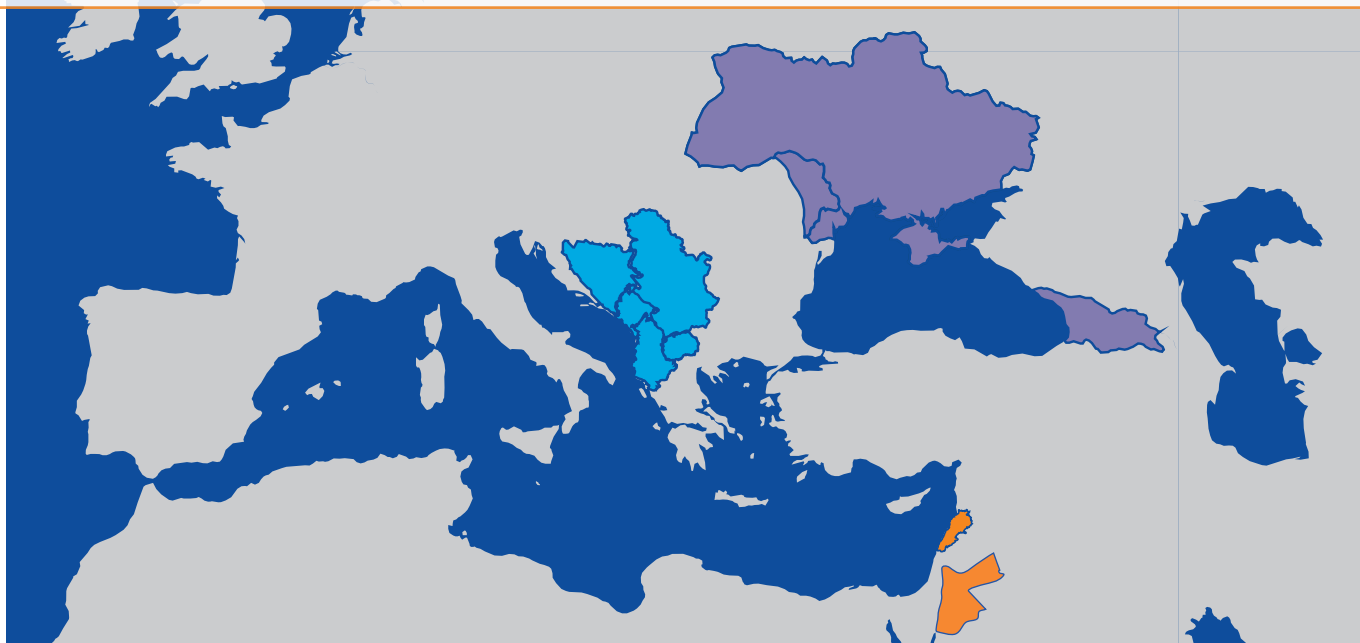
- **Forces armées ukrainiennes** (3,6 milliards d'euros) — équipements militaires (létaux et non létaux) et services d'entretien, de réparation et de remise en état d'équipements militaires pour aider l'Ukraine à défendre son territoire et sa population contre l'agression russe;  
(2 milliards d'euros) — train de mesure sur les munitions: remboursement aux États membres de l'UE des munitions sol-sol, des obus d'artillerie et des missiles donnés à l'Ukraine à partir de stocks existants ou à la suite du réagencement des priorités des commandes existantes; acquisition conjointe d'obus d'artillerie d'un calibre de 155 mm et de missiles;  
(255 millions d'euros) — EUMAM Ukraine: munitions, équipements et plateformes militaires conçus pour libérer une force létale et équipements et matériels non conçus pour libérer une force létale, transport, conservation, entretien et réparation des équipements militaires fournis à l'appui de la formation;  
(31 millions d'euros) — équipements médicaux, équipements de déminage et du génie, mobilité sur le terrain, moyens logistiques et cyberdéfense
- **Forces de défense géorgiennes** (62,75 millions d'euros) — trois mesures d'assistance à ce jour pour la fourniture d'équipements pour les unités médicales, le génie, la mobilité sur le terrain, la logistique, la cyberdéfense et les unités de commandement et de contrôle
- **Forces armées de la République de Moldavie** (87 millions d'euros) — trois mesures d'assistance à ce jour pour la fourniture d'équipements dans les domaines suivants: médical, neutralisation des explosifs et munitions, logistique, mobilité, commandement et contrôle, cyberdéfense, reconnaissance aérienne sans pilote, surveillance aérienne et communications tactiques

### BALKANS OCCIDENTAUX

- **Forces armées de Bosnie-Herzégovine** (10 millions d'euros) — matériel de déminage, transport et véhicules médicaux;  
(10 millions d'euros) — équipements de terrain, outils essentiels de génie militaire et matériel CBRN (chimique, biologique, radiologique et nucléaire)
- **Task force médicale des Balkans** (6 millions d'euros) — moyens de mobilité, matériel médical et de laboratoire, équipements informatiques et de communication
- **Armée de Macédoine du Nord** (9 millions d'euros) — renforcement des capacités de l'armée pour atteindre les objectifs capacitaires OTAN en fournissant un soutien logistique, des équipements médicaux, CBRN et de génie, des systèmes d'information et de communication, des capacités de renseignement et du matériel de formation

### MOYEN-ORIENT

- **Forces armées libanaises** (6 millions d'euros) — matériel médical et équipements individuels
- **Forces armées jordaniennes** (7 millions d'euros) — services médicaux militaires, brigades du génie et unités opérationnelles chargées de sécuriser les frontières jordaniennes



## MESURES D'ASSISTANCE ADOPTÉES EN AFRIQUE

- **Forces armées mozambicaines / mission de formation de l'UE au Mozambique** (89 millions d'euros) — moyens de mobilité terrestres et amphibies, dispositifs techniques et hôpital de campagne
- **Forces armées maliennes / mission de formation de l'UE au Mali** (24 millions d'euros) — SUSPENDUE
- **Forces armées nigériennes** (70 millions d'euros) — SUSPENDUE
- **Forces rwandaises de défense au Mozambique** (20 millions d'euros) — équipements collectifs et individuels, coûts liés au transport aérien stratégique
- **Forces armées de la République islamique de Mauritanie** (12 millions d'euros) — bateaux légers, équipements de protection individuelle et équipements médicaux
- **Forces armées du Ghana** (8,25 millions d'euros) — équipements non létaux, tels que des équipements d'imagerie, de génie et de neutralisation des explosifs et munitions
- **République démocratique du Congo** (20 millions d'euros) — équipements individuels et collectifs non létaux pour la 31<sup>e</sup> brigade de réaction rapide des FARDC ainsi que réhabilitation des infrastructures du siège de la brigade
- **Forces armées béninoises** (11,75 millions d'euros) — équipements non létaux à l'appui de l'opération Mirador, y compris aéronefs de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) et systèmes aériens sans pilote ISR, y compris pièces de rechange et formation à la maintenance
- **Golfe de Guinée (Ghana et Cameroun)** (21 millions d'euros) — services de surveillance et de reconnaissance de l'architecture de Yaoundé et de l'équipement non létaux de la marine du Ghana et du Cameroun, tels que les bateaux gonflables Rigid Hull/ bateaux rapides d'intervention, moteurs, engins navals aériens légers rotatifs sans pilot, générateurs marins pour navires et matériel de plongée sous-marine
- **Armée nationale somalienne** (1 million d'euros) — munitions destinées à la formation du personnel de l'armée nationale somalienne en liaison avec la mission de formation de l'UE en Somalie

Poursuite du soutien aux composantes militaires des opérations de soutien de la paix sous conduite africaine précédemment financées au titre de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique. Deux mesures d'assistance prenant la forme de programmes généraux de soutien à l'Union africaine en 2021 (130 millions d'euros) et 2022-2024 (600 millions d'euros), au titre desquelles:

- **Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM/ATMIS)** (270 millions d'euros) — soutien à la composante militaire de l'AMISOM/ATMIS, y compris les indemnités allouées aux contingents, afin de permettre le transfert progressif des responsabilités en matière de sécurité aux forces de sécurité somaliennes
- **Armée nationale somalienne** (49 millions d'euros) — installation de formation militaire et équipement non létaux destiné aux bataillons et aux soldats formés par l'EUTM, renforçant la capacité de l'armée nationale somalienne à mettre en œuvre le plan de transition somalien
- **Force multinationale mixte de lutte contre Boko Haram - FMM** (100 millions d'euros) — renforcement de l'efficacité opérationnelle de la FMM, visant à créer un environnement sûr et sécurisé dans les zones touchées par les activités de Boko Haram et d'autres groupes terroristes
- **Force conjointe du G5 Sahel** (35 millions d'euros) — renforcement de la résilience de la force conjointe et de ses capacités d'entretien des équipements en vue d'en assurer la durabilité (les volets pour le Mali et le Niger sont suspendus)
- **Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) au Mozambique (SAMIM)** (15 millions d'euros) — soutien à la composante militaire de la SAMIM, y compris pour la fortification des camps, le matériel médical, les véhicules et les bateaux, ainsi que les dispositifs technologiques

